

Allemagne/Politique

Merkel assure aller "très bien" après de nouveaux tremblements

AFP
Berlin/Allemagne

Il s'agissait de la troisième crise en moins d'un mois pour la chancelière, qui a annoncé son retrait de la politique au terme de son mandat, au plus tard en 2021.

ANGELA Merkel a assuré hier aller "très bien" après avoir été victime d'une troisième crise de tremblements en moins d'un mois, nourrissant les spéculations sur son état de santé. La dirigeante conservatrice, qui fêtera ses 65 ans dans une semaine, a de nouveau tremblé de tout son corps en fin de matinée lors d'une cérémonie officielle à la chancellerie où elle accueillait le Premier ministre finlandais, Antti Rinne.

Il s'agit de la troisième crise de tremblements, inexplicables à ce jour, en moins d'un mois et les médias allemands s'interrogent depuis sur la santé de la chancelière.

Apparue souriante devant la presse un peu plus d'une heure plus tard, la chancelière, au pouvoir depuis près de 14 ans, s'est voulue rassurante. "Je vais très bien. Il ne faut pas se faire de souci", a-t-elle insisté.

PETITES SECOURSSES• Elle a assuré qu'elle récupérerait toujours psychologiquement d'un premier épisode impressionnant de tremblements intervenu le 18 juin lors d'une cérémonie avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky à la chancellerie.



La chancelière Angela Merkel était en compagnie du Premier ministre finlandais Antti Rinne quand elle a été à nouveau secouée de tremblements.

"Il y a des progrès et je dois vivre avec ça pendant un moment", a-t-elle ajouté.

Des sources gouvernementales avaient expliqué, après une deuxième crise intervenue neuf jours après, qu'il ne s'agissait pas d'un problème médical mais d'une réaction psychologique liée au souvenir anxieux de sa première crise le 18 juin.

Vêtue d'une veste bleu clair, Angela Merkel se tenait debout hier à côté de son homologue finlandais pour écouter les hymnes

nationaux des deux pays lorsqu'elle a commencé à trembler très distinctement.

Ses bras, son buste et ses jambes ont été pris de petites secousses jusqu'à ce qu'elle se remette en marche avec son homologue finlandais à la fin des hymnes.

Elle a ensuite poursuivi son programme comme annoncé, avec un entretien avec Antti Rinne puis une conférence de presse commune.

Ses tremblements ont été toutefois moins intenses que la première fois, en

présence du président ukrainien. Elle les avait alors attribués à une déshydratation liée à la forte chaleur qui régnait sur Berlin.

Hier les températures à Berlin, fraîches pour la saison, excluaient un incident lié à la chaleur.

"ENJEU POLITIQUE"• La dirigeante avait également été prise de tremblements le 27 juin lors de la prise de fonction officielle de la nouvelle ministre de la Justice à Berlin, mais a jusqu'ici assuré être en bonne santé.

Angela Merkel était par-

tie comme prévu pour le sommet du G20 à Osaka, au Japon. En déplacement là-bas, elle n'avait pas indiqué si elle avait consulté un médecin.

Les médias allemands avaient fait montre de retenue après les deux premières crises. Cette troisième scène a suscité plus de réactions.

"La santé d'Angela Merkel est désormais un enjeu politique", a ainsi estimé sur internet le quotidien allemand Bild, le plus vendu.

"Si des signes de faiblesses physiques ou psychologiques apparaissent souvent, le gouvernement devrait repenser sa stratégie de communication. Sinon, les rumeurs vont empirer", prévient le quotidien.

A la tête d'une fragile coalition, Mme Merkel, au pouvoir depuis 2005, se retirera de la politique à la fin de son mandat, au plus tard en 2021.

La cheffe de gouvernement est toujours accompagnée d'un médecin et d'un auxiliaire médical du ministère des Affaires étrangères lorsqu'elle se rend à des sommets internationaux ou effectue des visites d'État.

Victime d'une fracture de l'anneau pelvien en 2013 après une chute à ski de fond, elle avait caché durant des semaines la douleur avant finalement d'annoncer son problème de santé et réduit drastiquement son agenda.

A travers le monde

• Afghanistan/Conflit. Le "bon moment" pour la paix

C'est maintenant le "bon moment" pour la paix en Afghanistan, a affirmé hier le président Ashraf Ghani, appelant une fois de plus les talibans à négocier avec son gouvernement, après une série de rencontres entre protagonistes du conflit au Qatar.

• Grande-Bretagne/Diplomatie. L'ambassadeur en poste aux Etats-Unis

L'ambassadeur britannique aux Etats-Unis Kim Darroch a annoncé sa démission hier après la controverse avec le président américain à la suite de publication dans la presse de fuites de mémos diplomatiques peu flatteurs à l'égard de Donald Trump ("L'Union" d'hier).

• Italie/Politique. Lorenzo Fontana nouveau ministre chargé des Affaires européennes



L'actuel ministre italien de la Famille, Lorenzo Fontana, a été nommé hier ministre chargé des Affaires européennes, un poste dont le chef du gouvernement Giuseppe Conte assurait l'intérim depuis le départ de l'économiste eurosceptique Paolo Savona en février.

• Papouasie-Nouvelle-Guinée/Violence. Au moins 24 morts dans des affrontements tribaux

Au moins 24 personnes ont été tuées, dont des enfants et des femmes enceintes, dans un accès de violences tribales survenues au cœur d'une zone de non droit de Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Premier ministre promettant hier de rendre rapidement justice aux victimes.

• Syrie/Conflit. Sept civils tués dans le nord-ouest

Au moins sept civils, dont trois enfants, ont été tués hier dans des raids aériens du régime syrien contre la région d'Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie, ayant également mis hors-service un hôpital, a indiqué une ONG et un médecin de la région

• Thaïlande/Justice. Fin des tribunaux militaires pour les civils

Le chef de la junte militaire de Thaïlande, devenu Premier ministre, a mis fin hier à des dizaines de lois édictées après son coup d'Etat de 2014, comme le recours aux tribunaux militaires pour les civils, mais il conserve les détentions arbitraires.

RDongo/Diplomatie

La colère de l'UE contre l'ex-porte-parole de Kabila

AFP
Kinshasa/RDCongo

LE représentant de l'Union européenne (UE) en République démocratique du Congo a publiquement accusé hier l'ex-porte-parole du président Joseph Kabila, Lambert Mende, de "dénier de démocratie", justifiant les sanctions de Bruxelles à son égard.

Fidèle porte-parole du régime Kabila pendant dix ans jusqu'aux élections du 30 décembre 2018, M. Mende est candidat au poste de gouverneur dans sa province du Sankuru (centre). La consultation des députés provinciaux prévue hier a de nouveau été reportée.

Initialement candidat unique, M. Mende a saisi la Cour constitutionnelle contre la réhabilitation de son rival Joseph-Stéphane Mukumadi. Sa candidature avait été invalidée pour détention présumée d'une



Déjà sous sanctions de l'UE, l'ex-porte-parole de Joseph Kabila, Lambert Mende, subit les foudres de son représentant à Kinshasa qui l'accuse de «dénier de démocratie».

nationalité étrangère, avant d'être rétablie par le Conseil d'Etat.

Les gouverneurs ont déjà été élus dans la plupart des 25 autres provinces. Ce nouveau report a suscité la

rare colère d'un diplomate en poste à Kinshasa.

"Encore une fois les élections au #Sankuru #RDC sont annulées. Encore une fois, @LambertMende fait obstacle à la tenue d'élec-

tions et justifie les sanctions imposées à son égard par l'UE", a posté sur Twitter Guillaume Chartrain, premier conseiller de la délégation de l'UE.

"Nous serons vigilants

quant aux décisions prises à la suite de ce nouveau déni de démocratie locale", a ajouté M. Chartrain.

Le diplomate français est le numéro 1 de la délégation depuis que l'ambassadeur de l'UE, le Belge Bart Ouvry, a été invité à quitter le pays par l'ancien gouvernement à la veille des élections du 30 décembre. Son tweet a été repris par le compte officiel "UE en RDC".

M. Mende est l'une des 14 personnalités sous sanctions de l'UE qui pointe du doigt sa "politique répressive" envers les médias entre 2016 et 2018 quand il était ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement.

L'UE a par ailleurs annoncé hier la nomination d'un nouvel ambassadeur à Kinshasa, le Français Jean-Marc Chataigner, qui doit prendre ses fonctions en septembre.